

*Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement*

Conseil d'administration
Séance du 29 janvier 2021

Délibération n°2.2

Le 29 janvier 2021, le Conseil d'administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 32

Nombre de participants : 25

Membres représentés (procuration) : 6

Quorum : 16

Point 2 – Approbation des compte-rendu

Délibération 2.2 – Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 2 octobre 2020

ADOPTÉ : à 28 voix pour
 à 0 voix contre
 et 1 abstention exprimée

Délibération n°2.2

Objet : Approbation du compte-rendu du Conseil d'administration du 2 octobre 2020

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 29 janvier 2021, approuve le procès-verbal du Conseil d'administration du 2 octobre 2020.

Fait à Paris, le 29 janvier 2021

Le Président du Conseil d'administration

Dominique Chargé

Signature D. Chargé

Compte rendu du Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Séance du 2 octobre 2020

25 personnes présentes, 7 personnes représentées sur 32 membres du conseil d'administration (cf annexe 1 feuille émargement).

1. Approbation du compte-rendu du Conseil d'administration provisoire du 19 juin 2020 (Délibération)

Isabelle Chmitelin ouvre la séance, constate le quorum et procède à un tour de table de présentation des administrateurs. Elle constate l'approbation de l'ordre du jour. Le CR de la dernière séance du conseil d'administration provisoire sera examiné lors de la prochaine séance du conseil d'administration. Seul candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Institut Agro, Dominique Chargé présente sa candidature.

2. Election du Président du Conseil d'Administration et de son Vice-président

Dominique Chargé annonce sa candidature à la présidence et présente son parcours. Il est agriculteur en Loire Atlantique, issu du monde rural ancré sur ses territoires depuis plusieurs générations. Son exploitation compte trois associés et un salarié, orienté vers l'élevage laitier historiquement, puis complétée en production de volailles label dans les années 1990. Des surfaces sont également destinées à la culture.

Dominique Chargé est engagé depuis son installation dans la coopération agricole, Vice-Président et administrateur de la coopérative Terrena, coopérative du territoire dont l'activité est l'octroi de services et conseils auprès des exploitations et adhérents mais également la collecte d'information pour la transformation des exploitations nombreuses en Pays de Loire. Cette coopérative fait principalement appel au mutualisme permettant le maintien et le développement d'une agriculture locale. Elle est également engagée dans les transitions agroécologiques depuis le début des années 2000. Elle fut la première à l'initiative d'une démarche autour de l'agriculture écologiquement intensive valorisée au sein d'une marque dénommée la nouvelle agriculture.

A titre individuel, en tant qu'acteur de la coopération, il fut très impliqué dans la structuration des filières agricoles et des différents réseaux de représentation des instances professionnels. Il fut à l'origine pendant 10 ans de la coopérative l'AITA, impliqué dans les instances nationales au sein de la fédération nationale laitière dont il fut président pendant sept ans avant de s'engager dans Coop de France au sein de laquelle il a initié une section « agroalimentaire » orientée notamment vers la chaîne alimentaire durable. Actuellement au sein de coopération agricole, il travaille à l'unification des métiers et des instances régionales. Les enjeux de transition agro écologique dépassent largement les enjeux liés à la transformation des modèles de productions, alimentaires et économiques pour les rendre durables. L'objectif est aussi de retrouver le lien entre le consommateur / citoyen et le monde agricole et alimentaire.

Pour poursuivre les actions engagées au niveau de la production, il s'est ainsi investi dans l'enseignement et la recherche, comme administrateur puis président d'Agrocampus Ouest. Il a souhaité poursuivre cet engagement, en participant à la création de l'Institut Agro depuis deux ans, avec Grégoire Thomas et Anne-Lucie Wack et le président du conseil d'administration Montpellier SupAgro Jean-Pierre Rennaud et au sein des instances des pouvoirs publics et de l'Etat qui conduisent ce projet, en particulier celles du ministère de l'agriculture et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cet investissement dans l'enseignement supérieur est guidé par la nécessité d'accompagner les différentes transitions agroécologiques ou numériques mais également favoriser les échanges avec la recherche, les transferts de connaissances et les partenariats en lien avec l'INRAE notamment.

La création de l'Institut présente également une dimension internationale très forte. Il existe en effet une nécessité de donner une plus grande visibilité à la formation et à la recherche française au niveau européen mais également dans le reste du monde. Les enjeux et les solutions doivent être partagées et l'enseignement supérieur devra faire preuve de force de conviction et de persuasion à l'échelle européenne et plus largement internationale. Il travaillera à donner à l'Institut cette dimension en lien avec les écoles internes et en partenariat avec les structures territoriales et les institutions avec lesquelles l'Institut Agro doit poursuivre et renforcer sa collaboration. L'un des objectifs est de réussir le maintien de l'ancrage territorial et le développement de la dimension internationale en jouant sur la complémentarité des territoires, des activités et disciplines et sur le développement des partenariats au sein des politiques de sites, avec les universités. Le rassemblement et la complémentarité des diversités de l'Institut Agro fera sa force. L'Institut Agro doit représenter et favoriser la cohésion et la coordination des activités des écoles.

Le sens de sa démarche est d'unifier et non pas d'uniformiser les activités en définissant des objectifs stratégiques mais également en créant une culture commune. Il sera un président vigilant, pour que la diversité des communautés étudiants, enseignants, chercheurs et agents soit écoutée. Il sera attentif également à la continuité des partenariats avec l'ensemble de la société civile, le monde de l'entreprise, les pôles universitaires, et les organismes de recherche. Il sera un président vigilant à l'ouverture de l'Institut pour accueillir d'autres établissements d'enseignement supérieur agricole, accroissant sa position et sa cohésion collective. Il sera déterminé à ce que cette construction soit réalisée et sera garant des engagements pris et des équilibres. Il sera vigilant dans le fonctionnement des écoles internes qui doivent porter leur spécificité et diversité dans cette construction collective.

Pour l'ensemble de ces raisons, il est candidat à la présidence du Conseil d'administration de l'Institut Agro.

Isabelle Chmitelin donne la parole aux administrateurs pour échanger avec Dominique Chargé.

Anne Laperche fait part de la déclaration des enseignants chercheurs des écoles internes.

« Lettre ouverte des élus enseignant-chercheurs et AITOS, aux membres du CA de l'Institut Agro

Chers administrateurs et administratrices de l'Institut Agro,

Après une phase de gouvernance provisoire, combinée à la gestion de la crise sanitaire, nous sommes heureux de pouvoir siéger aujourd'hui au premier CA de l'Institut Agro dans sa dimension « définitive » et de voir ainsi les instances de gouvernance de notre établissement se mettre enfin en place. Nous souhaitons profiter de cette période d'installation pour réaffirmer notre volonté de participer activement à la construction de l'Institut, et notre souhait que les conseils (CEI et CA) soient de réels lieux de gouvernance et d'échanges constructifs et éclairés dont pourra bénéficier l'Institut.

Cette lettre ouverte a pour objectif de partager avec vous la vision et les ambitions que nous avons pour l'Institut Agro. Nous voulons que l'Institut Agro se positionne comme un établissement leader, non seulement sur les questions d'agriculture, d'horticulture, de paysage, d'alimentation, mais aussi sur le domaine des sciences du vivant, de la biodiversité et de la transition écologique. Au cœur de ses missions, l'Institut doit accompagner/favoriser/accélérer la transition de l'ensemble des filières agricoles et agroalimentaires – de la production jusqu'au consommateur – vers l'agroécologie et vers la réponse aux enjeux du développement durable. Cette transition se fera via des innovations et des ruptures issues des connaissances et des recherches qui s'appuient sur l'ensemble des disciplines agronomiques, notamment via leur dimension systémique et intégrative (multi-acteurs, multi-critères, multi-disciplinaires). Elle passe aussi par un renforcement des synergies entre l'enseignement technique et le supérieur.

Mais l'ambition de l'Institut Agro doit aller au-delà, en embrassant – comme nous y appelle la lettre ouverte adressée par les étudiants aux candidates à la direction de l'établissement – les enjeux sociétaux plus larges de la transition écologique, dans et au-delà du domaine agricole et agroalimentaire. Nous sommes déjà impliqués, et devons l'être plus encore demain, dans des programmes de recherche et des partenariats liés à l'environnement, à l'écologie, à la durabilité (en y incluant une dimension sociale et économique), en prenant en compte des objets d'études plus larges que les seuls systèmes agricoles (biodiversité des écosystèmes terrestres et maritimes), et en mobilisant des disciplines et des démarches pluridisciplinaires qui vont au-delà du champ classique de l'agronomie.

Nous considérons comme des atouts indispensables non seulement les complémentarités qui existent entre les écoles internes, mais aussi notre implication dans des programmes de recherche nationaux et internationaux et dans les partenariats académiques très forts noués au sein de chaque site, souvent sur des approches et des thématiques sociétales très larges. De même, nous pensons que les coopérations que nous avons nouées avec les filières professionnelles mais aussi avec les représentants de la société civile et les porteurs d'enjeux, sont une incroyable richesse. Elles nous aident à penser la transition écologique en général, et la transition des systèmes agricoles en particulier.

Dans cet esprit, nous nous inquiétons de la faible représentation des acteurs spécifiquement liés aux enjeux/défis environnementaux à mener, dans leurs dimensions sociétales mais aussi recherche, au sein des personnalités qualifiées nommées du Conseil d'Administration. Les personnes ne sont naturellement pas en cause et chacun des membres nommés doit être remercié pour sa disponibilité et son implication. Nous considérons que la représentation du monde agricole au sein du CA est évidemment nécessaire, importante, légitime et stratégique pour porter ces nouveaux enjeux. Mais nous avons aussi appelé de nos vœux une ouverture plus forte vers la société civile et les questions de la transition écologique. Nous continuons à penser que cette ouverture était souhaitable pour alimenter les réflexions à mener dans le cadre de l'Institut et pouvoir répondre aux fortes ambitions

dont nous nous sommes dotés. Nous regrettons donc la frilosité qui semble avoir présidé à ces nominations et nous serons particulièrement attentifs à ce que le CA porte une ambition large pour l'Institut Agro, avec l'objectif de répondre aux attentes de la société.

Nous profitons également de ce CA d'installation pour rappeler nos attentes et nos points de vigilance concernant la mise en place de l'Institut Agro. Pour mobiliser l'ensemble des personnels et construire les dynamiques internes nécessaires à l'atteinte des ambitions décrites ci-dessus, il nous semble particulièrement important de :

- Respecter les agents et se soucier des questions de bien-être au travail*
- Préserver l'indépendance et l'autonomie des écoles internes, en s'appuyant sur une démarche de subsidiarité*
- Valoriser les politiques de sites et les partenariats académiques à l'échelle locale et à l'échelle de l'Institut*
- Mettre en place une organisation interne au service du projet stratégique de l'Institut, en s'appuyant sur une démarche Bottom-up et une culture de projets partagés.*
- Valoriser les démarches de co-construction tout au long des phases de mise en place de l'Institut*

Les élus EC et Aitos au CA (Montpellier Supagro et AGROCAMPUS OUEST)

Anne LAPERCHE, MC, AGROCAMPUS OUEST

Laure VIDAL-BEAUDET, MC, AGROCAMPUS OUEST

Didier GASCUEL, PR, AGROCAMPUS OUEST

Sandrine LAGARRIGUE, PR, AGROCAMPUS OUEST

Christine HEUZE, AITOS, AGROCAMPUS OUEST

Rémi GARDET, AITOS, AGROCAMPUS OUEST

Sylvie AVALONE, PR, MONTPELLIER SUPAGRO

Marie-Stéphane TIXIER, PR, MONTPELLIER SUPAGRO

Jana KANDLER, AITOS, MONTPELLIER SUPAGRO

Elisabeth BOZSONYIK, AITOS, MONTPELLIER SUPAGRO

Flavie THEVENARD, étudiante, AGROCAMPUS OUEST

Maxime LEBASCLE, étudiant, AGROCAMPUS OUEST

Charlotte PLUTA-GILLET, étudiante, MONTPELLIER SUPAGRO

Ahmed Lamine LO, étudiant, MONTPELLIER SUPAGRO »

Isabelle Chmitelin remercie les enseignants pour cette initiative. Cette déclaration collective est de bon augure pour le fonctionnement du Conseil d'administration de l'Institut Agro et elle salue l'ambition portée dans cette déclaration pour l'Institut Agro, ambition partagée avec les représentants ministériels. Elle note les critiques sur le manque d'ambition soulevé par la composition du Conseil d'administration. Cependant, elle souhaite s'attacher d'avantage au fonctionnement à venir de cette instance et à l'implication des administrateurs pour l'Institut Agro.

Philippe Mauguin réagit très favorablement à la candidature de Dominique Chargé à la présidence du Conseil d'administration de l'Institut Agro. Compte tenu de son profil, de son parcours et de son expérience, il incarne l'importance des filières et des territoires. Il considère que sa vision également présente dans le document de Coop de France relatif à la reconquête de la production alimentaire et à la transition agroécologique de la production à la consommation, est ambitieuse, complète sur toutes les dimensions notamment environnementales, et sur le rôle de la formation et de la recherche dans cette vision des coopératives. Cette vision est utile pour l'Institut Agro dans sa phase de démarrage. Enfin, le projet proposé pour l'Institut est orienté vers l'ouverture au niveau national et la diversité des formations avec une forte valence recherche ne peut être qu'accueilli favorablement par l'INRAE. Il souhaite, entre l'INRAE et l'Institut Agro, un accord-cadre ambitieux sur la formation et la recherche et une implication dans les stratégies de site portées par les universités de Rennes et de Montpellier.

Bettina Laville partage le souhait des élus d'augmenter le nombre de représentants de la valence environnementale. Elle assure le conseil de son engagement total dans ce domaine et de sa disponibilité à travailler auprès de la gouvernance et de servir de relais avec la sphère environnementale.

Jean-Marie Barillère remercie Dominique Chargé de sa candidature et de son engagement pour la création de l'Institut, et du souffle qu'il souhaite lui donner. Il insiste sur la nécessaire intégration de l'impact environnemental mais également sociétal. Compte tenu des attentes sociétales en matière environnementale et sanitaire, la qualité du produit sera considéré au regard des méthodes de production respectant ces aspects. Les ingénieurs agronomes de demain doivent intégrer cette approche souhaitée par le consommateur, produire autrement en respectant la durabilité.

Sandrine Laguarrigue remercie Dominique Chargé pour son engagement auprès de l'Institut Agro. Les enseignants considèrent que son parcours et son expérience vont lui permettre de contribuer et de relever les défis auquel l'Institut Agro va être confronté. Ils seront particulièrement attentifs aux actions mise en œuvre dans le cadre de la transition agroécologique. La réussite de l'Institut passera par un collectif (instances et personnels) soudé et armé pour y faire face. Ils sont extrêmement sensibles à la volonté de Dominique Chargé d'unifier et de ne pas d'uniformiser en créant une culture de l'Institut Agro qui se nourrit de la diversité des écoles internes et soucieuse des partenariats que les écoles ont tissés depuis très longtemps avec les acteurs locaux et internationaux.

Didier Gascuel soutient les attentes et l'ambition exprimées dans la déclaration des élus et s'associe aux remerciements exprimées par Sandrine Laguarrigue vis-à-vis de la candidature de Dominique Chargé. Il précise qu'il s'abstiendra pour relayer l'inquiétude des enseignants sur la nécessaire implication de l'Institut au-delà des enjeux agricoles. L'établissement doit être positionné en tant qu'Institut des sciences du vivant ayant une légitimité pour intervenir dans le domaine de la biodiversité et de l'environnement devant se traduire dans les instances de gouvernance de l'établissement et dans la composition de ce conseil.

Philippe Augé apprécie la volonté de Dominique Chargé de travailler sur l'essor de l'institut Agro et en particulier sur sa visibilité et son ambition à l'international et simultanément sur l'articulation avec les politiques de sites. L'Institut Agro doit montrer son ancrage territorial en s'associant aux stratégies des politiques de sites.

Davis Alis se réjouit de la vision de Dominique Chargé au service du développement socio-économique, du développement durable, de l'alimentation et de l'agriculture durable, ce besoin existe aussi bien au

niveau régional, national, européen mais également international. L'institut Agro doit en effet être fédérateur. Il partage la position de Philippe Augé sur la nécessaire articulation avec les politiques de sites. Pour les universités, les partenariats avec l'INRAE et l'Institut Agro, éléments moteurs des politiques de site, participent à un ancrage territorial fort pour rayonner ensemble au niveau international. L'Institut se nourrira également des ancrages territoriaux déjà noués par les écoles. Concernant la spécialisation « intelligente » régionale, l'Institut Agro doit y contribuer et des attentes se sont exprimées pour renforcer les partenariats déjà existants. Ces partenariats avec l'Institut Agro et l'INRAE doivent aussi contribuer à la dynamique d'excellence partagée. La recherche doit être également placée au service des acteurs socio-économiques et de l'agriculture durable pour porter au plus haut niveau le rayonnement scientifique des Instituts. Les enjeux, en particulier, les politiques de développement durable dépassent le cadre de l'ancrage territorial pour donner plus de visibilité à leur politique scientifique. L'université de Rennes sera au côté de l'Institut pour porter ces questions au niveau international.

Maxime Lebasacle souligne que l'Institut Agro forme également des ingénieurs en horticulture, en paysage et agroalimentaire et souhaite qu'aucune de ces composantes ne soit omise par la gouvernance de l'institut.

Corinne Bitaud sera également vigilante sur l'attention portée en matière de recherche appliquée aux enjeux environnementaux.

Charlotte Pluta Gilet fait part de la satisfaction des étudiants de Montpellier concernant l'engagement de Dominique Chargé dans la présentation de sa candidature sur les enjeux liés à la transition agroécologique qui fait écho à leur proposition soutenue par les enseignants chercheurs. Les étudiants regrettaient son absence de réaction lors de la transmission de ce document et de leur rencontre la semaine précédente. Elle espère désormais de réels échanges sur ce sujet.

Dominique Chargé reconnaît la nécessité d'intégrer les enjeux des différentes spécialités portées par l'Institut Agro. Cet établissement est évidemment un Institut des sciences du vivant et de la biodiversité. Il connaît l'attachement des collectifs des écoles à ces sujets et considère que l'institut ne pourra pas échapper à ces enjeux, l'Institut devra contribuer à la transformation des filières pour répondre aux attentes de la société.

Isabelle Chmitelin propose de passer à l'élection puis annonce les résultats.

Résultat du Vote : 30 Voix pour 30 et 2 abstentions.

Dominique Chargé remercie les administrateurs pour leur confiance et la qualité des échanges. Aucune candidature pour la fonction de vice- président n'étant parvenue dans les délais, il propose qu'un appel à candidatures soit effectué en séance. Il a pour sa part sollicité Laure Coudret-Laut. Sa candidature donnera une résonance aux enjeux à l'international notamment pour les partenariats et les mobilités des étudiants.

Laure Coudret-Laut précise que son parcours professionnel à l'international constitue une grande partie de sa carrière. Elle a travaillé pour la promotion des exportations françaises dans le monde et contribue depuis 2004 à toutes les politiques européennes d'éducation sur l'ensemble du spectre allant jusqu'à l'enseignement supérieur. Le projet porté par Dominique Chargé est pour elle une opportunité de mettre à disposition de ces orientations sa connaissance des pratiques à l'international au service de l'Institut tout en respectant les territoires, la diversité des spécialités et en s'engageant

dans une dimension nouvelle pour les étudiants, enseignants et pour la construction de partenariat dans le domaine de la transformation agricole.

Didier Gascuel fait part de sa satisfaction devant la candidature de Mme Coudret-Laud et des orientations présentées, cependant pour les mêmes raisons que pour l'élection précédente, il s'abstiendra.

David Alis remercie Laure Coudret-Laut de sa candidature et souligne le rôle fédérateur de l'Europe par ses dispositifs entre AgroCampus Ouest, les universités et les grandes écoles. Il souhaite que cela se poursuive au sein de l'Institut Agro.

Dominique Chargé remercie Mme Coudret-Laut de sa candidature et souligne la complémentarité de leur parcours. Il propose de procéder au vote.

Il annonce le résultat du vote : 28 voix pour et 4 abstentions.

3. Point d'avancement sur construction de l'institut Agro

Anne-Lucie Wack présente la note de synthèse présentée lors du Conseil d'administration provisoire du 19 mai 2020. Elle souligne quatre éléments importants :

- Elle salue l'engagement des équipes pour la construction d'un nouvel établissement dans des délais contraints et sans équipe dédiée spécifique, ce qui a nécessité de solliciter les équipes des écoles déjà très mobilisées par les dossiers propres aux écoles internes étaient nombreux (Gestion de l'école, COVID, HCERES, ...).
- L'administration provisoire s'est effectuée dans la plus grande collégialité, avec des instances de gouvernance adaptées y compris avec Agrosup Dijon pour préparer leur intégration.
- Cette mise en place du nouvel établissement s'est effectuée sans incident, la continuité administrative est assurée.
- Concernant le calendrier institutionnel de fin d'année : le Conseil d'administration du 3 décembre sera consacré notamment à l'approbation du budget initial (en amont, nécessité de réunir les conseils d'école interne), mais également les profils de postes d'enseignants-chercheurs qui doivent être préalablement présentés dans les commissions des écoles et aux conseils centraux (CS et CE) de l'Institut. La cadence est très serrée pour organiser ce conseil de fin d'année et la consultation préalable des différentes instances.

Dominique Chargé confirme les propos d'Anne-Lucie Wack sur le travail colossal accompli par les équipes pour mettre en place ce nouvel établissement, dans une période contrainte par la crise COVID.

4 - Information sur les candidatures à la fonction de Directeur Général de l'Institut Agro.

Isabelle Chmitelin précise que deux candidatures ont été déposées avant la date limite fixée au 18 septembre 2020. Il s'agit de celles d'Anne-Lucie Wack, administratrice provisoire de l'Institut Agro et de Valérie Baduel, Chef du Service de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, Directrice Générale Adjointe de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche. Les dossiers ont été transmis aux communautés des écoles et seront diffusés à l'ensemble des administrateurs à l'issue du conseil d'administration. Le Conseil d'administration sera amené à donner son avis sur chacune des candidatures par vote à bulletin secret le 15 octobre prochain. L'avis sera ensuite communiqué au Ministre en charge de l'agriculture, qui proposera la nomination d'une candidate par décret du Président de la République.

Didier Gascuel s'étonne de la forme du vote qui permet de donner le même avis aux deux candidatures et paraît de nature à dessaisir le Conseil d'administration d'un véritable choix. Il trouverait opportun que cette instance émette un choix entre les deux candidates.

Isabelle Chmitelin souligne qu'il s'agit d'une obligation réglementaire, le conseil émet un avis sur les candidatures et il revient au ministre de choisir.

Catherine Malinie ajoute que toutes les désignations de directeur dans les écoles de l'enseignement supérieur se déroulent selon le même processus alors que les universités procèdent à une élection.

Dominique Chargé partage l'étonnement de Didier Gascuel et la volonté que le Conseil d'administration émette un avis traduisant le choix des administrateurs.

Sandrine Laguarrigue souhaite connaître la position du Ministre par rapport aux avis des Conseils d'administration.

Isabelle Chmitelin indique que généralement un des candidats a un nombre de votes favorables plus important et moins d'avis défavorables.

Didier Gascuel sensibilise les administrateurs sur l'importance de ce vote compte tenu de l'implication des deux candidates.

5. Points spécifiques à l'école interne Agrocampus Ouest

5.1 Intégration de deux nouveaux fondateurs au sein de la fondation AGROCAMBUS OUEST

Armelle Carnet présente la délibération et indique l'avis du Conseil d'école Interne, favorable moins deux abstentions.

Christine Heuzé précise que les élus de Rennes s'abstiendront. Les partenariats mis en place au sein de ces fondations ne doivent pas conduire à un désengagement de l'Etat.

Maxime Lebasacle précise que lors du conseil de la fondation les étudiants ont considéré comme regrettable de n'intégrer que des membres fondateurs liés à l'agroalimentaire, les autres filières n'étant pas représentées.

Maeva Subileau s'interroge sur les contours des deux fondations existantes au sein des écoles internes.

Armelle Carnet souligne que leur organisation et fonctionnement sont différents. La fondation d'Agrocampus Ouest permet de financer des chaires d'entreprises se limitant à deux partenaires, dont l'école, sur des projets collectifs ciblés préalablement.

Anne-Lucie Wack précise qu'un travail comparatif a été fait par les équipes des deux écoles sur les périmètres et activités des deux fondations. Un travail sur le rapprochement des fondations a débuté, en terme de projet et d'organisation, par les équipes concernées, et en lien avec les deux présidents de fondation, pour avoir à terme une fondation au niveau de l'Institut, tout en maintenant la logique de proximité avec les partenaires dans les territoires.

Résultat du vote de la délibération : avis favorable 29 voix et 3 absentions.

5.2 Convention de partenariat relative à la Plateforme projets européens (2PE) – Bretagne

Armelle Carnet présente la délibération indique que le conseil d'école interne a approuvé à l'unanimité.

Cyril Kao souhaite à terme avoir une visibilité la politique de l'Institut Agro au niveau européen dans son ensemble.

Résultat du vote de la délibération : avis favorable à l'unanimité.

5.3 Attribution d'une concession de logement pour nécessité absolue de service (NAS)

Armelle Carnet présente la délibération indique que le conseil d'école interne a approuvé à l'unanimité.

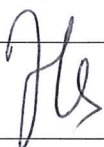
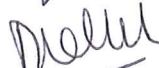

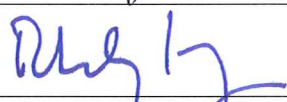

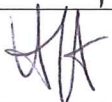
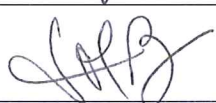
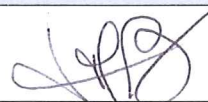

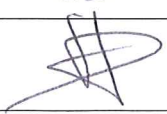
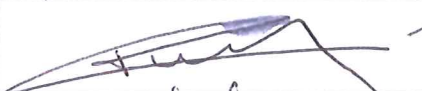
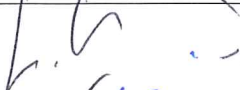
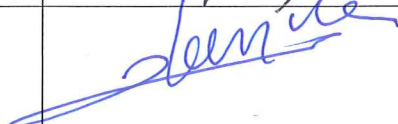

Dominique Chargé propose que les points techniques fassent l'objet d'un vote sans présentation du document avec éventuellement des questions très ciblées si nécessaire à partir du moment où ces points ont fait l'objet de présentation préalable au sein des instances des écoles internes.

Résultat du vote de la délibération : avis favorable à l'unanimité.

l'institut Agro

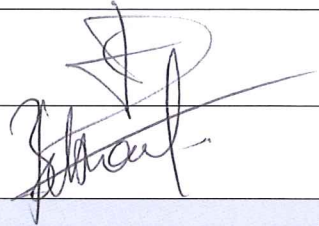

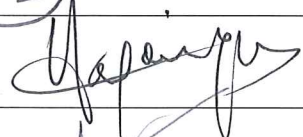
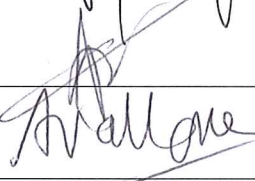
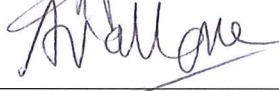
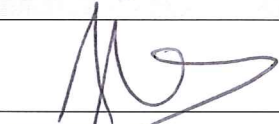


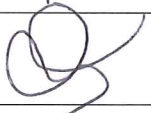

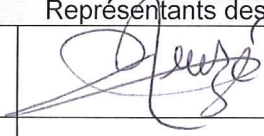
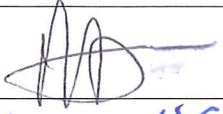
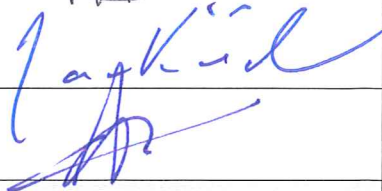

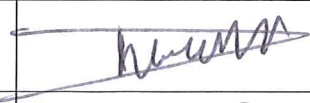
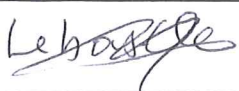
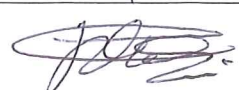
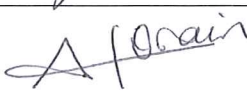
agriculture • alimentation • environnement

CONSEIL D'ADMINISTRATION FEUILLE D'EMARGEMENT VENDREDI 02 OCTOBRE

MEMBRES DE DROIT			
	Présence	Pouvoir	Signature
Mme Isabelle CHMITELIN Directrice générale de l'enseignement et de la recherche	confirmée	De Mr Sadiki	
Mme Catherine MALINE DGESIP	confirmée		
Mr Philippe MAUGUIN Président Directeur Général d'INRAE	Visio donc pouvoir	Représenté par Mr Cyril KAO + pouvoir de Mr Alis	
Mr Philippe AUGE Président de l'Université Montpellier	confirmée		
Mr David ALIS Président de l'Université Rennes 1	Visio donc pouvoir <i>KAO</i>		
Mme Hélène GUIDO-HALPHEN Présidente du conseil d'école interne AGROCAMPUS OUEST	confirmée		
Mr Michel PENET Président du conseil d'école interne Montpellier SupAgro	absent		
MEMBRES NOMMES			
Mr Jean-Marie BARILLERE Président de l'Union des maisons de Champagne	confirmée	De Mr M PENET	
Mme Corinne BITAUD Directrice de l'Institut technique de l'horticulture	confirmée		
Mr Dominique CHARGE Président de la Coopération agricole	confirmée	De Mr WINDSOR	
Mr Thierry COTILLARD Président-directeur-général d'Intermarché			
Mme Laure COUDRET-LAUT Directrice d'Erasmus+	confirmée		
Mme Isabelle PLASSAIS Présidente de l'Association des directeurs d'EPL ; Directrice de l'EPLFPA de Marmilhat	confirmée		
Mr Mohammed SADIKI Président du Conseil d'Administration du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes	Visio donc pouvoir		



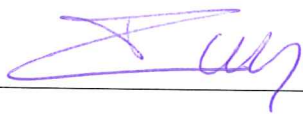


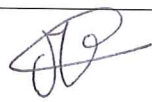
l'institut Agro

agriculture • alimentation • environnement

Mr Sébastien WINDSOR Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture	absent		
Mme Bettina LAVILLE Présidente du Comité 21, Conseillère d'Etat honoraire	confirmée		
MEMBRES ELUS			
Représentant des professeurs et personnels assimilés			
Mr Didier GASCUEL			
Mme Sandrine LAGARRIGUE			
Mme Marie-Stéphane TIXIER	Visio donc pouvoir		
Mme Sylvie AVALLONE			
Représentants des maîtres de conférences et assimilés			
Mme Anne LAPERCHE			
Mme Laure VIDAL BEAUDET			
Mme Leïla TEMRI			
Mme Maëva SUBILEAU			
Représentants des personnels IATOS			
Mme Christine HEUZE			
Mr Rémi GARDET			
Mme Jana KANDLER			
Mme Elisabeth BOZSONYIK		De MS Tixier	
Représentant des étudiants			
Mme Flavie THEVENARD			
Mr Maxime LEBASCLE		1	
Mme Charlotte PLUTA-GILLET			
Mme Amélie HORAIN			

l'institut Agro

agriculture • alimentation • environnement

Mme Anne-Lucie WACK Administratrice Provisoire de l'Institut Agro / Directrice de Montpellier SupAgro			
Mr Guy GARDAREIN Secrétaire Général de l'Institut Agro			
Mr Christophe ROULLE Agent comptable de l'Institut Agro			
Mr Didier JARNIGON Contrôleur budgétaire de l'Institut Agro			
Mr Philippe PUECH Conseiller de la Directrice de Montpellier SupAgro			
Mr Cédric VALORA Secrétaire Général de Montpellier SupAgro			
Mme Catherine PREVEL Adjointe au Directeur des services généraux de Montpellier SupAgro			
Mme Armelle CARNET- LEBEURRIER Directrice d'AGROCAMPUS OUEST			
Mme Gaëlle MALECOT- TAMBORINI Secrétaire Générale d'AGROCAMPUS OUEST			
Mr Dominique VOLLET Directeur Délégué d'AGROCAMPUS OUEST			
Mr Gilles GUERCHE Chargé d'affaire juridique d'AGROCAMPUS OUEST	Absent		